

INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

L'armée française au Mali

Un régime terroriste menaçait de s'installer au cœur même de l'Afrique. Le président de la République a pris la difficile décision d'engager nos forces armées. Il a reçu un soutien sans faille des parlementaires à cet engagement. Il s'agit de nos valeurs communes. La France se devait de sauver cet État ami, de venir en aide à nos compatriotes et tenter de sauver nos otages. Nous voulons dire ici notre admiration pour nos soldats.

Si notre approbation est acquise, elle se doit d'être responsable et lucide. Des risques pèsent sur une telle opération. Ils commencent à apparaître : risques d'enlèvement, risques d'isolement, risques sur notre territoire.

Risques aussi et, je serais tenté de dire, surtout, pour les Français de l'étranger « aux premières loges » en particulier dans les pays musulmans. Le rôle des élus des Français de l'étranger y est essentiel pour conseiller et rassurer nos compatriotes souvent très inquiets, parfois menacés. On se doit ici de féliciter ces élus dévoués et courageux.

La France ne peut porter seule la lutte contre le terrorisme. Aujourd'hui, nous intervenons presque seuls. L'Union européenne n'est pas tout à fait au rendez-vous. Nous n'avons pas converti l'Europe à l'Afrique. Les États-Unis nous soutiennent, mais du bout des lèvres. L'Algérie, véritable puissance militaire de la région, a fermé son territoire et laissé passer nos avions. On voit avec inquiétude les réactions avec cette prise d'otages sur le site gazier.

Les Maliens doivent adopter une feuille de route et négocier avec les groupes armés qui se dissocient des terroristes. Et puis, il faudra trouver une solution politique durable. Il faudra prendre en compte les aspirations des Touareg et de la population malienne, sinon tout recommencera.

Robert del Picchia

MONDE

Attaques et prise d'otages en Algérie. Au moins 30 otages dont plusieurs occidentaux auraient été tués lors de l'assaut des forces de sécurité algériennes contre le complexe gazier de Tiguentourine, près d'In Amenas, à 1.600 km au sud-est d'Alger, dans le désert. Onze terroristes et un français ont trouvé la mort lors de l'opération. On était vendredi sans nouvelles de 22 autres étrangers dont 14 japonais. La situation restait confuse dans la journée. Les autorités algériennes donnant peu de détails sur l'opération qui continuait.

Les réactions. Plusieurs pays, dont certains ressortissants se trouvaient sur le site, reprochent de ne pas avoir été informés avant l'assaut et de ne pas obtenir suffisamment de détails. Le gouvernement japonais qui a convoqué l'ambassadeur d'Algérie, a trouvé très regrettable la décision de lancer l'assaut. François HOLLANDE a indiqué que cette affaire dramatique montrait que la France avait eu raison d'envoyer les militaires au Mali pour empêcher les groupes terroristes qui tiennent le nord du pays de progresser vers le sud jusqu'à Bamako. Le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Léon PANETTA, a déclaré à Londres : « Les terroristes doivent savoir qu'il ne trouveront aucun refuge, en Algérie, en Afrique du Nord ou nulle part ailleurs. »

La France en guerre au Mali. Quelque 1.400 soldats français, sont dorénavant au Mali. Ils seront bientôt 2.500. Leur progression vers le nord continue. Ils sont appuyés par l'aviation. La ville de Kona qui était occupée par les groupes islamistes a été reprise. Ce vendredi, l'armée malienne a repris le contrôle total de Konna, une localité sur la route de Bamako, tombée le 10 janvier aux mains des combattants islamistes, ce qui avait précipité l'intervention française. La localité stratégique de Diabali occupée par les groupes islamistes a été également reprise après plusieurs raids de l'aviation française.

L'Afrique va participer. Un sommet extraordinaire de la Cédéao, consacré au Mali a lieu samedi à Abidjan. Le calendrier du déploiement des contingents sera au cœur de la rencontre. Environ 2.000 membres de cette force dirigée par un général nigérian, Shehu Abdulkadir, doivent être déployés au Mali d'ici le 26 janvier. Huit pays ouest-africains - Nigeria, Togo, Bénin, Sénégal, Niger, Guinée, Ghana et Burkina Faso – ainsi que le Tchad ont annoncé leur contribution à la Misma. Au total, ce seront quelque 5.300 soldats du continent africain qui seront déployés au Mali pour prendre, à terme, le relais de l'armée française.

A Bruxelles, réunion des ministres des affaires étrangères européens. Laurent FABIUS confirme que les 27 apportent unanimement leur soutien à la France. Mais pas d'engagement de troupes en vue pour l'instant.

EUROPE

Croatie, C'est fait. Après le Sénat, l'Assemblée nationale a ratifié l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne. A l'Assemblée, le rapporteur était le député des Français de l'étranger Philip CORDERY. La Croatie deviendra le 28^{ème} pays de l'Union européenne en juillet prochain. C'était la dernière fois que le Parlement français se prononçait pour l'entrée d'un pays dans l'UE. A l'avenir, selon la Constitution, ce sera par referendum national.

Relationship. David CAMERON, le premier ministre britannique, prononcera ce vendredi aux Pays-Bas un important discours sur les relations de son pays avec l'UE. La posture de désengagement de son pays aux dépens de l'Europe suscite l'agacement de ses partenaires européens, le ministre allemand des Finances, Wolfgang SCHAUBLE, le mettant en garde contre toute forme de « chantage ».

Plus d'Allemands. Pour la 2^e année consécutive, la population allemande a augmenté, atteignant 82 millions d'habitants fin décembre. C'est l'immigration qui explique ces hausses : le solde migratoire a enregistré au moins 340.000 personnes de plus en 2012. Le déficit des naissances reste un problème chronique pour le pays.

AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

Pas d'accord de l'AIEA avec l'Iran. Annonce Herman NACKAERTS directeur adjoint de l'AIEA, chef de la délégation de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'AIEA demandait aux Iraniens d'avoir accès au site de Parchin où elle soupçonne l'Iran d'avoir poursuivi des recherches nucléaires à des fins militaires. Deux jours de discussions à Téhéran n'ont pas convaincu Téhéran. Une nouvelle rencontre a été programmée le 12 février, toujours dans la capitale iranienne.

Barack OBAMA sort ses armes... Le président a déclaré la guerre aux lobbies des armes. Il utilise ses pouvoirs administratifs sans passer par un vote au Congrès pour instaurer des contrôles beaucoup plus stricts en matière de ventes d'armes et prévenir notamment leur achat par des handicapés mentaux ou des criminels. 25 décrets seront signés pour contourner le blocage du lobby de la National Rifle Association (NRA) et endiguer la violence des armes à feu. « *Ce sera très difficile, mais le point de départ c'est de ne pas se préoccuper de politique mais de ce qui peut marcher* », a dit OBAMA.

Plafond de la dette américaine. Si les élus républicains du Congrès ne relèvent pas le plafond de la dette des Etats-Unis, le pays risque une crise économique et financière. C'est la mise en garde de Barack OBAMA, le Président américain : « *L'Amérique ne peut pas se permettre un nouveau débat avec ce Congrès sur la nécessité ou non de payer des dettes que nous avons d'ores et déjà accumulées* ». L'Etat ne devrait pas pouvoir continuer à fonctionner après les derniers jours de février, faute d'accord.

Areva au Niger. Le chantier de la mine d'uranium géante à Imouraren, dans le nord, est à la traîne. Un an de perdu. Le groupe français versera donc à titre de compensation 35 millions d'euros sur une durée de trois ans.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Français au Mali. A lire sur le site « Conseils aux voyageurs », les recommandations de sécurité du Ministère des Affaires étrangères. « *En raison de la forte dégradation de la situation sécuritaire au Mali, il est formellement déconseillé de s'y rendre, y compris à Bamako, jusqu'à nouvel ordre.*

- *Par ailleurs, il est fortement recommandé aux personnes dont la présence n'est pas indispensable au Mali de quitter provisoirement le pays via les lignes aériennes commerciales qui desservent Bamako.*

- *En tout état de cause, il est recommandé à nos compatriotes résidant sur place de faire preuve de la plus extrême vigilance, de se tenir informés de l'évolution de la situation et de respecter les consignes de sécurité de l'ambassade.* » . Le Président de la République a lancé le même appel à la prudence aux ressortissants français non seulement au Mali mais dans la région. Appel aussi aux touristes français leur demandant d'éviter ces pays.

1.611.054. C'est le nombre de personnes inscrites au Registre mondial des Français établis hors de France au 31 décembre 2012. Soit une augmentation de seulement 1,1% constatée par rapport à l'année précédente... qui était une année au calendrier électoral chargé. La hausse des inscriptions s'expliquait alors par la volonté de nos compatriotes de pouvoir voter. A noter l'augmentation plus rapide du nombre de Français inscrits en Asie-Océanie et en Afrique du Nord, avec des taux de croissance d'environ 3%. La région Proche et Moyen-Orient connaît une diminution de près de 1% du nombre de Français inscrits au Registre. Toutes les informations sur ces données sur le site du ministère des Affaires étrangères :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-francais-a-l-etranger/la-presence-francaise-a-l-etranger/les-francais-etablis-hors-de/article/population-francaise-inscrite-au-103836>

POLITIQUE INTÉRIEURE

Une réforme électorale peut en cacher une autre. Les projets du Président de la République pourraient ne pas se limiter à des dispositions limitant le cumul des mandats, comme annoncé devant les parlementaires. Sans préciser toutefois la date d'application. La question d'une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale, ainsi qu'une réduction du nombre de députés, seraient des questions que souhaite aborder François HOLLANDE. Après avoir reçu les conclusions du comité présidé par l'ancien Premier ministre, Lionel JOSPIN, et avoir consulté les responsables politiques, le chef de l'Etat souhaiterait renforcer le pluralisme et le rôle du Parlement. Mais ces questions, qui pourraient être abordées lors d'un référendum sur les institutions, ne SONT pas encore à l'ordre du jour...

Paris vaut bien une primaire... Et elle sera ouverte. C'est le Président de l'UMP, Jean-François COPE, qui l'annonce. Il ajoute « *comme François FILLON lui-même l'a souhaité. Je suis partisan qu'elles aient lieu très rapidement, d'ici avril ou mai* ». Comme on demande à M. COPÉ si Nathalie KOSCIUSKOMORIZET ferait une bonne candidate, il répond : « *Ce n'est pas à moi d'en décider* ». « *Mon amie Rachida DATI a déjà fait savoir qu'elle serait candidate, comme d'autres sûrement le feront* », ajoute-t-il. François FILLON laisse toujours planer le doute sur son éventuelle candidature.

JUPPE. Et pourquoi pas la primaire ?... L'ancien premier ministre n'exclut plus d'être candidat à la primaire UMP pour la présidentielle de 2017. J'avais dit que si j'étais candidat à la présidence de l'UMP, je ne serais pas candidat. Je ne suis pas candidat l'UMP, je suis donc délié de cet engagement... dit le maire de Bordeaux.

BORLOO : oui, mais non. Pour ses vœux, le président du groupe UDI à l'Assemblée nationale a réitéré son soutien inconditionnel à l'opération militaire de la France au Mali. Il a également souhaité un « *retour de la paix et de la démocratie* » en Afrique et une meilleure coopération européenne avec ce continent. Mais le soutien au gouvernement de l'ancien ministre s'arrête là. Il a jugé l'action gouvernementale, notamment sur les questions économiques, « *assez désastreuse* ». Il a ajouté « *Je préférerais l'époque où la France accueillait NOUREEV, plutôt que l'époque où la Russie accueille DEPARDIEU* ».

Détente COPE-FILLON, partage des postes et dissolution du R-UMP. L'UMP se « rassemble ». Le partage des postes entre Copéistes et Fillonistes est établi. On y retrouve : vice-présidence et secrétariat général : Laurent WAUQUIEZ et Valérie PECRESSE, Luc CHATEL et Michèle TABAROT. Délégués nationaux aux fédérations : Éric CIOTTI et Édouard COURTIAL. Élections : Dominique BUSSEAU et Nadine MORANO, Formation : Anne GROMMERCH et Marie-Anne MONTCHAMP. Projet : Hervé MARITON, Valérie DEBORD. FILLON et COPE seront coprésidents de la Commission nationale d'investiture. Jean-Claude GAUDIN rejoint l'équipe des vice-présidents de l'UMP. Enfin, conformément à l'accord, le groupe filloniste R-UMP à l'Assemblée nationale a été dissous. Les 77 députés ont rejoint le groupe UMP.

L'addition est salée. Le sénateur de Polynésie Gaston FLOSSE (UDI) a été condamné par le tribunal correctionnel de Papeete à 5 ans de prison ferme pour trafic d'influence passif et corruption active, dans l'affaire dite de l'Office des postes et télécommunications de Polynésie. L'élu, qui n'a pas été incarcéré, écope aussi de 83.300 euros d'amende et 5 ans de privation des droits civils, civiques et de famille. Il a immédiatement fait appel.

Karatchi / Secret de l'instruction. Le ministère public a fait appel de la décision des trois juges d'instruction d'enquêter sur une violation du secret de l'instruction lors de la diffusion en 2011 d'un communiqué de l'Élysée qui affirmait que « *le nom du chef de l'Etat n'apparaît dans aucun des éléments du dossier* ». Le parquet estime que Nicolas SARKOZY « *n'est pas responsable des actes accomplis* » en la qualité de président de la République.

60 % des Français font confiance à François HOLLANDE pour mener l'intervention militaire au Mali, qui a commencé il y a une semaine, selon un sondage BVA / i.télé publié vendredi. 87 % chez les sympathisants de gauche et 40 % chez les sympathisants de droite. Quatre Français sur dix disent ne pas faire confiance au chef de l'Etat dans cette mission. Le président « *tire sans conteste un bénéfice* » de l'intervention militaire au Mali en termes d'image, François HOLLANDE gagne ainsi 17 points en terme d'image « *d'homme capable de prendre les décisions qui s'imposent* ».

PARLEMENT

Assemblée nationale

Première adoption du projet de loi sur le mariage pour tous et l'adoption pour les couples homosexuels en commission des Lois de l'Assemblée. La gauche a soutenu le texte présenté par le gouvernement tandis que l'opposition, qui a présenté de nombreux amendements, a voté contre. L'examen par les députés en séance publique est prévu à partir du 29 janvier pour une durée de deux semaines, un vote solennel sur l'ensemble du texte étant prévu le 12 février.

Mariage pour tous : les UMP se font entendre.

Une séance de questions d'actualité a permis à l'opposition de se faire largement entendre. Interpellant Christiane TAUBIRA, Garde des Sceaux, Henri GUAINO, a exhorté le gouvernement à être « responsable », « démocrate » et « républicain » et a demandé un référendum. Il a été très applaudi par son groupe dont les membres ont continué à scander « référendum ! ». C'est la députée socialiste des Français de l'étranger, Corinne NARASSIGUIN, qui a posé la question du PS sur le mariage gay.

Une commission d'enquête. Les députés socialistes ont adopté, mercredi 16 janvier, le principe d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions du rachat des titres du Groupe Hersant Medias – donc de La Provence – par Bernard TAPIE, lors d'une réunion de groupe à l'Assemblée.

La proposition doit maintenant être rédigée puis déposée au Bureau de l'Assemblée nationale avant d'être soumise au vote de l'Assemblée nationale.

Sénat

« **Référendum d'initiative partagée** ». Il s'agit du droit pour 20 % des membres du Parlement soutenus par 10 % des électeurs inscrits sur les listes électorales de demander l'organisation d'un référendum législatif dans les domaines visés à l'article 11 de la Constitution. Le groupe UMP du Sénat a décidé d'inscrire dans son espace réservé du 28 février prochain le projet de loi organique mettant en place ce référendum, adopté par l'Assemblée nationale le 10 janvier 2012.

Réforme des collectivités territoriales. Le Sénat a entamé l'examen des projets de loi organique et ordinaire qui tirent les conséquences de l'abrogation du « conseiller territorial » adopté par la précédente majorité. Sont créés des « conseillers départementaux », élus par deux dans chaque canton au prochain renouvellement général, au scrutin majoritaire à deux tours. Les binômes de candidats devront être un homme et une femme. La carte cantonale devra être modifiée, ce qui n'est pas arrivé dans près des 3/5^e des cantons depuis 1801. Le projet prévoit aussi le report à 2015 des prochaines élections régionales et départementales.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Accord sur l'emploi, la suite. après le succès assez inattendu de l'accord intervenu en fin de semaine dernière entre patronat et trois syndicats, le gouvernement veut rapidement le traduire dans une loi. le projet présenté en conseil des ministres début mars sera examiné en urgence par le parlement. les deux rapporteurs du texte seront les présidents des groupes ps dans chacune des chambres du parlement.

Nouvelle conférence sociale au mois de juillet.

François HOLLANDE l'a annoncé. Il s'agira d'engager une série de négociations, en particulier autour de la protection sociale et des retraites. Le chef de l'Etat a souligné que le Conseil d'orientation des retraites prévoyait un déficit de 20 milliards d'euros à l'échéance 2020 malgré la réforme mise en œuvre par son prédécesseur Nicolas SARKOZY. Certains économistes reprochent au gouvernement de ne pas aller assez vite sur le front des réformes structurelles. A l'Elysée, on défend la méthode employée jusqu'ici.

Assurance chômage. L'UNEDIC prévoit un déficit de 5 milliards d'euros en 2013, contre 4,1 en septembre, et 174.000 destructions d'emplois, après 82.100 disparitions évaluées en 2012. En incluant toutes les catégories de chômeurs, les estimations montent à 4,87 millions de chômeurs.

Retombées de la visite de François HOLLANDE

aux Emirats arabes unis. Le Président de la République a effectué une visite diplomatique mais aussi économique, une délégation importante de patrons accompagnant François HOLLANDE. Plus de 500 entreprises françaises sont implantées aux Emirats qui représentent le 4^e excédent commercial de la France dans le monde, avec 2,5 milliards d'euros. Parmi les dossiers évoqués, la concession de Total qui expire en 2014.

Le reflux vers l'or. La Bundesbank, la banque centrale allemande, va rapatrier d'ici 2020 son or entreposé en France (374 tonnes, soit 11 % du total de ses réserves) et une partie de celui stocké aux Etats-Unis. La Bundesbank s'est justifiée par l'absence de possibilité de change, la France et l'Allemagne partageant une monnaie commune depuis l'introduction de l'euro. La Bundesbank précise que « l'intégrité, la réputation et la sécurité » des entrepôts à l'étranger n'ont jamais fait de doute.

1,75 % d'intérêt pour le fameux livret A. Pierre MOSCOVICI l'a annoncé. Le ministre des finances confirme donc les rumeurs sur une baisse du taux d'intérêt qui était à 2,25 %. C'est la Banque de France qui l'a recommandé au gouvernement.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

Couples. Un site internet pour le droit applicable aux couples dans l'UE. 16 millions de couples (15% des mariages et 20% des partenariats enregistrés) sont concernés par les législations de plusieurs Etats membres applicables à leur situation et à leurs biens, en particulier en cas de séparation ou de

décès. Ils peuvent les consulter sur le site du Conseil des notaires de l'UE : <http://www.coupleseurope.eu/fr>

L'ENA a choisi le nom de sa promotion 2013-2014
Ce sera Jean de LA FONTAINE. Il a été préféré à Georges CLEMENCEAU et Simone de BEAUVOIR...

CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

Qui sont les premiers « écureuils » - Ce sont les Belges qui sont les plus gros épargnants d'Europe, avec un patrimoine financier (comptes bancaires et placements) moyen par ménage de 67.000 euros. Un peu mieux que leurs voisins hollandais (61.219 euros), mais beaucoup plus que les Français (41.407 euros) ou même les « riches » Allemands (38.702 euros)

Paul TROUILLAS, professeur agrégé de neurologie, ancien chef de service à l'hôpital neurologique de Lyon sera candidat à l'Académie française au fauteuil de Jean DUTOUR.

Initiative. Une librairie française à New York ? C'est ce qu'envisage d'ouvrir le service culturel de l'ambassade de France aux Etats-Unis. Pour sonder les attentes, un questionnaire a été mis en ligne. Pour y répondre, en moins de 5 minutes : <http://frenchculture.org/a-new-french-bookshop-survey>

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi. Offre au public de valeurs mobilières.

Communications. Le cinquantenaire du traité de l'Elysée - L'accord sur la sécurisation de l'emploi - Le nouveau projet pour l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes - La stratégie nationale de santé.

SPORTS - CARNET – NOMINATIONS

CYCLISME

AMSTRONG gram et rataplan... Confession mais pas contrition ! Louis AMSTRONG reconnaît sèchement : Oui, c'est vrai, je vous ai menti. Oui, je me suis dopé : EPO, transfusions sanguines... mais j'ai fait le Job. Et d'ajouter « *on ne peut pas gagner 7 tours de France sans se doper* »...

FOOT-BALL

Rennes superstar. Les Bretons se sont qualifiés pour la finale de la coupe de la Ligue en battant Montpellier 2 à 0. En finale, le 20 avril au Stade de France, ils seront opposés à Saint-Etienne, vainqueur de Lille 0-0 et 7 tirs au but à 6.

SKI

Le Français **Alexis PINTURAU**LT a remporté vendredi le super-combiné de Wengen (Suisse) et a signé sa 3^e victoire en Coupe du monde de ski.

FOOT-BALL

François GOLDBLATT, nommé ambassadeur à Madagascar.

Stéphane VISCONTI devrait être le nouvel ambassadeur à Riga, Lettonie.

Stanislas LEFEBVRE de LABOULAYE, ancien ambassadeur, va rejoindre Sovereign Global Service.

Gaspard GANTZER, porte parole de Bertrand DELANOE, rejoint le cabinet de Laurent FABIUS

Emile JOSSELIN, responsable du service Web au PS, rejoint l'équipe de Jean-Marc AYRAULT à Matignon

Jean-Christophe BELLIARD et **Jean-Louis VIÉLAJUS** nommés au conseil d'administration de l'Agence française de développement.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr